INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 17 mai 2022**

* Les marchés européens ont terminé en hausse; les investisseurs étant rassurés par la levée de certaines restrictions sanitaires en Chine. L’indice CAC 40 a clôturé en progression de 1,30% à 6 430,19 points tandis que l’EuroStoxx50 a gagné 1,45% à 3 738,62 points. Wall Street affichait aussi une tendance favorable : le Dow Jones s’adjugeait 0,82% vers 17h30.
* Les Bourses asiatiques ont montré la voie ce matin à la suite de la décision des autorités chinoises de lever certaines restrictions sanitaires à Shanghai, qui est confinée depuis plusieurs semaines en raison de la nouvelle vague de Covid.
* Ces nouvelles favorables en provenance de Chine ont été en outre accompagnées par l'absence de mauvaises surprises au niveau des principales statistiques américaines.
* Très attendues, les ventes au détail au mois d'avril ont progressé de 0,9%, conformément aux attentes, après une augmentation de 1,4% en mars. Ce dernier chiffre a été révisé de +0,7%. La production industrielle a pour sa part progressé de 1,1% en avril alors que les économistes tablaient sur une augmentation de 0,5% après +0,9% en mars.
* Last but not least, les investisseurs attendent une intervention de Jerome Powell plus tard dans la soirée. Si le président de la Fed était plus hawkish que prévu, il pourrait très facilement détricoter cette hausse, comme Hélène - la femme d'Ulysse - défaisait la nuit la tapisserie qu'elle tissait le jour.
* A Chicago, le boisseau (environ 27 kg) de blé grimpe d'1% à 12,593 dollars, soit son plus haut niveau depuis début mars et le début de la guerre en Ukraine. Ce nouvel accès de fièvre s'explique par la décision de l'Inde d'interdire l'exportation de blé, le pays souhaitant conserver ses stocks alors que le risque de pénurie s'étend à l'échelle mondiale. La Russie et l'Ukraine représentent en effet un bon tiers des exportations mondiales et la guerre affecte les récoltes et la livraison des stocks au niveau du port ukrainien d'Odessa, un site stratégique d'exportation de blé.
* L'évocation d'une possible hausse des taux de la BCE de 50 points de base a soutenu la devise européenne. En fin d'après-midi, l'euro gagne 0,93% à 1,0534 dollar. "Le premier relèvement des taux d'intérêt est désormais anticipé pour la réunion de politique monétaire du 21 juillet et cela me semble réaliste", a déclaré le président de la Banque centrale néerlandaise, Klaas Knot, dans le cadre de l'émission de télévision College Tour, rapporte Reuters.

Avant d'ajouter : " La BCE doit toutefois laisser la porte ouverte à une hausse de taux plus importante si les données sur l'inflation suggèrent au cours des prochains mois que l'inflation se généralise ou s'accentue ".

* Au cours du premier trimestre 2022, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 0,3% dans la zone euro et de 0,4% dans l’Union européenne par rapport au trimestre précédent, selon l’estimation publiée par Eurostat, l’office statistique de l’Union européenne. Le consensus anticipait un maintien de la première estimation à +0,2% pour la zone euro. Au quatrième trimestre 2021, le PIB avait augmenté de 0,3% dans la zone euro et de 0,5% dans l’UE.
* Le nombre de personnes ayant un emploi a augmenté de 0,5% dans la zone euro et de 0,4% dans l’Union européenne au premier trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent, selon l’estimation publiée par Eurostat, l’office statistique de l’Union européenne. Au quatrième trimestre 2021, l’emploi avait augmenté de 0,4% dans la zone euro et dans l’UE. Par rapport au même trimestre de l’année précédente, l’emploi a augmenté de 2,6% dans la zone euro et de 2,5% dans l’UE au premier trimestre 2022, après +2,1% dans les deux zones au quatrième trimestre 2021.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, Engie a dominé le CAC 40 à la faveur de résultats trimestriels très solides et du relèvement de son objectif de résultat net annuel. Le groupe énergétique était suivi par les banques (Société Générale, Crédit Agricole...) dans le sillage de la hausse des taux (+11 points de base à 1,05% pour le 10 ans allemand).
* Les valeurs défensives (Danone, Sanofi, Pernod Ricard...) ont en revanche été délaissées.
* Engie profite à plein de la crise actuelle. L’énergéticien, qui achète, mais aussi vend, l'essentiel de son gaz sur le marché, a largement limité l'impact de la flambée des prix de l'énergie grâce à des contrats de couverture. Le groupe a également réduit son exposition directe au gaz russe. A cet égard, Engie a trouvé un accord avec son fournisseur russe Gazprom pour payer ses achats en respectant les sanctions européennes sans pour autant s'exposer à la volatilité de la devise russe, le Kremlin obligeant les sociétés à régler en roubles. A Paris, le titre a bondi de 5,33% à 12,25 euros.

Engie a signé ainsi la plus forte progression du CAC 40, soutenu par des résultats trimestriels très solides et le relèvement de son objectif de résultat net annuel. Engie prévoit désormais que le résultat net récurrent, part du groupe (RNRpg) pour l'année 2022 se situe dans une fourchette de 3,8 à 4,4 milliards d'euros, contre 3,1 à 3,3 milliards précédemment. La fourchette indicative d'Ebitda est comprise entre 11,7 et 12,7 milliards d'euros et celle d'Ebit entre 7 et 8 milliards d'euros.

Concernant les conséquences de la guerre en Russie, Engie indique que son exposition à la hausse des prix est, par construction, limitée aux livraisons à court terme qui sont fixées un mois à l'avance.

En ce qui concerne les volumes livrés par Gazprom, l'exposition directe est au maximum de 15 TWh.

Engie est en discussion avec Gazprom au sujet de la demande russe de modification du schéma de paiement pour la fourniture de gaz. Le groupe a pris les mesures nécessaires pour être prêt à exécuter ses obligations de paiement, pour autant que cela soit conforme au cadre des sanctions européennes et ne modifie pas l'équilibre des risques pour la société.

Par ailleurs, Engie se dit en bonne voie pour accélérer son développement dans les Renouvelables avec 4 GW de capacités supplémentaires en moyenne chaque année et ce, jusqu'en 2025.

* Sur une place parisienne bien orientée, Thales a progressé de 1,18% à 115,45 euros par action, dans le sillage d’une actualité fournie. L'équipementier pour l'aérospatiale, la défense et la sécurité a ainsi décroché un gros contrat avec l’armée américaine et annoncé deux acquisitions dans le domaine stratégique de la cybersécurité.

Concernant le contrat avec l'US Army, il porte sur la fourniture de radios tactiques avancées. Thales fait partie des deux fournisseurs retenus par l'armée américaine. Ce contrat de 10 ans prévoit une période de base de cinq ans, suivie d'une seconde période de cinq ans, facultative. Il est plafonné à 6 milliards de dollars.

Il s'inscrit dans la volonté américaine de mettre hors service le système SINCGARS (Single Channel Ground and Airborne Radio System), désormais dépassé

Ce contrat fait suite à ceux d'octobre 2021 par lesquels l'US Army avait commandé à Thales sa radio bi-voies AN/PRC-148D Leader Radio et sa nouvelle monovoie AN/PRC-170 Javelin Radio.

En parallèle, Thales renforce ses activités de cybersécurité en acquérant deux sociétés européennes, S21sec et Excellium, auprès de Sonae Investment Management. La holding qui les rassemble, Maxive Cybersecurity, est valorisée 120 millions d'euros.

Cette acquisition vient compléter le portefeuille de Thales en cybersécurité, en renforçant ses services de détection d'incident et de réponse (Security Operations Centre –SOC) ainsi que ses prestations de consulting, d'audit et d'intégration

S21sec et Excellium emploient au total 546 personnes et ont réalisé en 2021 un chiffre d'affaires combiné de 59 millions d'euros.

* Aramis Group a progressé de 1,69% à 5,70 euros sur la place de Paris, après avoir confirmé ses objectifs annuels. Pour son exercice qui s’achèvera fin septembre 2022, le spécialiste de la vente en ligne de voitures d'occasion vise toujours un chiffre d’affaires total de plus de 1,7 milliard d’euros, une croissance des volumes B2C vendus de véhicules reconditionnés supérieure à +45%, et un Ebitda ajusté positif.
* Sur une place parisienne bien orientée, Plastivaloire s'est replié de 1,50% à 4,93 euros par action, après avoir lancé un avertissement. Le plasturgiste économique ne sera pas en mesure d’atteindre son objectif de marge d’Ebitda de 10% sur l’exercice en cours. Le groupe est impacté par les pénuries et les tensions inflationnistes (matières premières, transport, énergie).

Lors du premier semestre 2021-2022 (octobre-mars), ces hausses de coûts, qui sont progressivement répercutées sur les prix de ventes, devraient impacter d'environ 3 points la marge brute semestrielle, ce qui pèsera sur la marge d'Ebitda du semestre, détaille Plastivaloire.

Dans ce contexte difficile, Plastivaloire dit poursuivre la " gestion rigoureuse de ses charges, tout en veillant à adapter en permanence sa capacité de production à la demande ". Il ajoute que les investissements restent mesurés comme lors de l'exercice précédent.

En parallèle, Plastivaloire a cependant maintenu son scénario d'un retour à la croissance au second semestre, soit une saisonnalité inversée par rapport à 2020-2021.

* En fin d'après-midi, Walmart (-8,15% à 136,13 dollars) coule au Dow Jones et empêche l'indice, en hausse de 0,75%, de viser plus haut. Le numéro un mondial de la grande distribution pâtit de la publication avant l'ouverture des marchés de résultats trimestriels et de perspectives dégradés. Il a en effet réalisé au premier trimestre 2022 un bénéfice net de 2,05 milliards de dollars, soit 74 cents par action, en repli de 25%. Hors éléments exceptionnels, le bénéfice par action ressort à 1,3 dollar, loin du consensus FactSet qui le voyait à 1,48 dollar.

"Les résultats sous-jacents ont été inattendus et reflètent un environnement inhabituel, a expliqué Doug McMillon, le Président et directeur général de Walmart. Les niveaux d'inflation aux États-Unis, en particulier dans les domaines de l'alimentation et du carburant, ont créé une pression plus forte que prévu sur la composition des marges et les coûts d'exploitation".

Et de fait, le taux de marge brute consolidé a chuté de 87 points de base, principalement à cause du programme de fidélité Sam's Club, dont -38 points de base chez Walmart U.S. en raison des coûts élevés de la chaîne d'approvisionnement et du mix produits.

Les ventes du numéro un mondial de la grande distribution ont quant à elles progressé de 2,1% pour atteindre 141,57 milliards de dollars, passant ainsi au-dessus des attentes de 138,8 milliards. A périmètre comparable, elles ont notamment progressé de 3% aux Etats-Unis, pour un consensus à +2,5%.

**ANALYSES**

* Le monde ne connaît pas de pénurie en matière agricole. Et pourtant, les risques de crise alimentaire sont de plus en plus réels. En cause, le dérèglement des chaînes d'approvisionnement et un protectionnisme agricole de plus en plus répandu.

Embargos, quotas et taxes à l'exportation se multiplient dans le monde depuis la guerre en Ukraine. Avant l'invasion, seuls 3 pays imposaient des restrictions à l'exportation. Fin avril, ils étaient déjà 16, selon l'International Food Policy Research Institute (IFPRI). Près de 17 % des calories échangées à l'international étaient alors soumises à des restrictions, contre 5,9 % avant le début des hostilités. L'Argentine restreint les exportations de bœuf, le Kyrgyzstan et le Kazakhstan limitent les sorties de grains… Il faut remonter à la crise alimentaire de 2008, marquée par d'importantes émeutes de la faim, pour retrouver de tels niveaux.

Aux restrictions comptabilisées par l'IFPRI, s'ajoutent désormais l'embargo indonésien sur l'huile de palme annoncé fin avril et l'interdiction des exportations de blé indien décrété vendredi. L'Inde avait promis d'exporter 7 à 10 millions de tonnes de blé pour compenser les pertes liées à la guerre Ukraine, mais elle a fait volte-face en raison d'une vague de chaleur extrême.

« Cette vague de protectionnisme est sans surprise car la crise alimentaire actuelle s'inscrit dans un contexte multilatéral dégradé où prime le chacun pour soi », constate Sébastien Abis, directeur du club Déméter et chercheur à l'Iris. Il craint que les prochains mois ne soient encore plus difficiles. « Depuis le début de la guerre, les échanges se font sur la base de contrats signés avant les combats, avant la flambée des prix », indique-t-il.

Au sein du G7, l'annonce de l'Inde a suscité une vague d'inquiétude : « Si tout le monde commence à imposer de telles restrictions à l'exportation ou même à fermer les marchés, cela ne fera qu'aggraver la crise », a regretté le ministre allemand de l'Agriculture, Cem Özdemir.

Les restrictions profitent aux pays qui les mettent en place, « mais elles se font au détriment des pays importateurs nets de denrées alimentaires, explique une note de l'IFPRI. Les expériences passées montrent que ce type de mesures commerciales mettent sous pression les stocks alimentaires, font grimper les prix et menacent la sécurité alimentaire des plus pauvres ».

La décision de l'Inde aura un « impact disproportionné pour les pays en développement à faible revenu », confirme une note de Nomura. Le Bangladesh et le Sri Lanka sont les deux premières destinations des exportations indiennes. La plupart des pays d'Asie importent leur blé et même s'ils ne l'achètent pas à l'Inde ils subiront la hausse des prix internationaux, ajoutent les experts de la banque.

**L’AGENDA DU 18 mai 2022**

**11h00 en zone euro**

Inflation (définitive) d’avril

**14h30 aux Etats-Unis**

Mises en chantier et permis de construire d’avril

**16h30 aux Etats-Unis**

Stocks hebdomadaires de pétrole brut